

**Modèle de réponse à une demande de report de loyer d'un bail commercial  
ou professionnel (loi du 14 novembre 2020)**

Madame, Monsieur,

Je fais suite à votre demande de report de loyer pour le local commercial (*ou professionnel*) que je vous loue au (adresse).

Au regard de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 et du décret n° 2020-1766 du 30 décembre 2020, seules peuvent prétendre au report des loyers les personnes physiques et morales de droit privé remplissant l'ensemble de ces conditions :

- l'activité économique est affectée par une mesure de police administrative prise en application des 2° ou 3° du I de l'article 1er de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ou du 5° du I de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique ;
- l'effectif salarié est inférieur à 250 salariés (ou, s'agissant des associations, avoir un effectif d'au moins un salarié) ;
- le chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos est inférieur à 50 millions d'euros (pour les activités n'ayant pas d'exercice clos, le montant du chiffre d'affaires mensuel moyen doit être inférieur à 4,17 millions d'euros) ;
- la perte de chiffre d'affaires est d'au moins 50 % (critère apprécié selon les modalités détaillées dans le décret précité du 30 décembre 2020).

Le cas échéant, le report s'applique à compter du 17 octobre 2020 et correspondant à une période au cours de laquelle l'entreprise est affectée par une mesure administrative.

Si votre entreprise respecte ces conditions, et comme le prévoit le décret du 30 décembre 2020, je vous prie de bien vouloir m'adresser une attestation sur l'honneur par laquelle vous certifiez remplir les conditions requises pour bénéficier du report. Vous trouverez sous ce pli un modèle d'attestation que vous pouvez utiliser si vous le souhaitez. Conformément au décret précité, je vous prie également de m'adresser tout document comptable, fiscal ou social permettant de justifier des conditions d'effectif et de chiffre d'affaires maximum.

Le cas échéant, et s'agissant d'un report de loyer(s) et non d'une annulation, il faudra que nous nous mettions d'accord en temps utile sur les modalités de paiement du ou des loyers suspendu(s) à l'issue du report.

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Fait à..... le .....

Signature

**Modèle d'attestation sur l'honneur à l'usage du locataire demandant un report de loyer d'un bail commercial ou professionnel**

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (*prénom et nom à préciser*), demeurant (*adresse complète à préciser*), atteste sur l'honneur que moi-même / la société (*nom de la société*), locataire en vertu d'un bail qui a pris effet le (*date de prise d'effet du bail*), remplit les conditions posées par la loi n° 2020-1379 du

14 novembre 2020 et le décret n° 2020-1766 du 30 décembre 2020 pour bénéficier de la suspension des loyers commerciaux (article 14 de la loi du 14 novembre 2020), à savoir :

- mener une activité économique affectée par une mesure de police administrative prise en application des 2° ou 3° du I de l'article 1er de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ou du 5° du I de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique ;
- avoir un effectif salarié inférieur à 250 salariés (ou, s'il s'agit d'une association, justifier de l'emploi d'au moins un salarié) ;
- avoir un chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 50 millions d'euros (pour les activités n'ayant pas d'exercice clos, le montant du chiffre d'affaires mensuel moyen doit être inférieur à 4,17 millions d'euros) ;
- accuser une perte de chiffre d'affaires d'au moins 50 % (critère apprécié selon les modalités détaillées dans le décret précité du 30 décembre 2020).

Vous trouverez ci-joints divers documents attestant du respect des conditions tenant au chiffre d'affaires maximum et à l'effectif salarié.

Par ailleurs, ma perte de chiffre d'affaires pour le mois de ..... est estimée à .....%.

Je sais que cette attestation pourra être produite en justice et que toute fausse déclaration de ma part m'expose à des sanctions pénales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à..... le .....

Signature du locataire

© UNPI, 2021